



**PRÉFET
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS ET DE
L'APPUI TERRITORIAL**

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : BAUIC/VM

**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires
à l'autorisation d'exploiter de la SA BRESSOR à GRIEGES**

**Le préfet de l'Ain
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 autorisant la SA BRESSOR à exploiter une installation de transformation de produits laitiers sur son site implanté au 185 route de Pont-de-Veyle à GRIEGES ;
- VU le dossier de Porter à connaissance du 25 mars 2026 par lequel la SA BRESSOR sollicite une modification de la fréquence de suivi des boues épandues pour son site de GRIEGES ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement en date du 26 mars 2026 ;
- VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU le courrier du 3 avril 2026 de la SA BRESSOR faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été présenté ;

CONSIDERANT que la nature des effluents traités par la station d'épuration de la SA BRESSOR nécessite un suivi annuel des boues issues du traitement ;

CONSIDERANT que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et ne nécessite pas une évaluation environnementale ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- A R R Ê T E -

ARTICLE 1^{ER} : DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les prescriptions du paragraphe I de l'article 6.4.5 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« I - Les boues

Les boues sont analysées avant chaque épandage. Le volume des boues épandues est mesuré soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Le prélèvement pour analyse doit dater de :

- moins de trois mois pour les ETM et la valeur fertilisante ;
- moins de six mois avant l'épandage concerné pour les CTO.

Les contrôles portent sur les paramètres définis aux annexes VII-a et VII-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyses des boues sont conformes aux dispositions de l'annexe VII-d de l'arrêté du 2 février 1998.

Les valeurs limites des boues épandues en ETM et en CTO sont données dans les tableaux 1a et 1b de l'annexe VII-a de ce même arrêté.

Des analyses complémentaires peuvent être demandées ponctuellement par l'inspection des installations classées.

Les analyses sont réalisées selon les fréquences suivantes :

	Nombre d'analyses
Valeur Agronomique	Quatre analyses par an (une avant chaque campagne).
Éléments Traces Métalliques	Une analyse pour chaque lot épandu.
Salmonelles, œufs d'helminthes, sulfito-réducteurs, coliformes thermotolérants	Une analyse par an (en alternant printemps et automne).
Composés Traces Organiques	Une analyse par campagne.
Siccité	Une analyse par journée d'épandage (silo brassé en période d'épandage).

... »

ARTICLE 2 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lyon – 184 rue Duguesclin, 69003 LYON ou via l'application de télérecours citoyens accessible à l'adresse « www.telerecours.fr » :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement (pour les autorisations environnementales) et aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet des services de l'État dans l'Ain ou de l'affichage en mairie de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès de M. le préfet de l'Ain – 45 avenue Alsace Lorraine, 01012 BOURG-EN-BRESSE Cedex) ou hiérarchique (auprès du ministère de l'intérieur) dans le délai de deux mois. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet.

Ce recours proroge les délais mentionnés aux 1° et 2° susmentionnés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de GRIEGES pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au préfet. Le présent arrêté sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public.
- publié sur le site internet des services de l'État dans l'Ain pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS BRESSOR – 185 route de Pont-de-Veyle – 01290 GRIEGES ;
 - et dont copie sera adressée :
- au maire de GRIEGES,
- au directeur départemental de la protection des populations de l'Ain – Inspection des installations classées.

Fait à Bourg-en-Bresse, le - 5 JUIN 2026

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET